

Et c'est la deuxième constante qui revient dans les propos de tous : les Canadiens sont franchement mécontents de la qualité de l'enseignement dans leur pays. C'est une insatisfaction générale et fondée. Les étudiants, les parents, les entreprises, les syndicats et les éducateurs l'éprouvent tous. Elle se manifeste par un malaise croissant ressenti devant les taux élevés de décrochage au niveau secondaire, les taux faibles d'alphabétisation fonctionnelle et de capacité de calculer, et un manque général de préparation pour affronter le monde moderne du travail.

Les Canadiens ne veulent pas voir le gouvernement fédéral intervenir directement dans le dossier de l'éducation, mais ils estiment logique et souhaitable qu'il montre la voie dans ce domaine dans une certaine mesure. Ils considèrent que c'est essentiel pour notre compétitivité et notre niveau de vie. Le gouvernement du Canada peut attirer toute l'attention voulue sur la nécessité d'une éducation et d'une formation de qualité, en en faisant une cause d'envergure nationale.

L'objectif est on ne peut plus clair : nous voulons, en matière d'éducation et de formation, doter le pays d'un système de qualité, axé sur les résultats.

Le gouvernement fédéral peut favoriser la collaboration pour faire évoluer les choses en ce sens. Il peut et doit conjuguer l'action de ceux que nous appelons aujourd'hui «les intervenants», à savoir les étudiants, les parents, les entreprises, les syndicats et les gouvernements provinciaux. Je pense qu'il appartient au gouvernement fédéral, agissant en cela au nom de toute la population canadienne, d'ouvrir la voie et de faire pression auprès des provinces pour qu'elles mettent en oeuvre les changements nécessaires.

Le gouvernement fédéral peut aussi montrer la voie en ce qui concerne l'élaboration de normes nationales. Et je ne parle pas ici de normes fédérales, mais bien de normes qui s'appliqueraient d'un océan à l'autre pour mesurer la qualité et le progrès. Le gouvernement peut orienter les efforts pour édifier un système qui mettrait l'accent sur l'excellence et les résultats.

Il nous faut, en un premier temps, décider des objectifs que nous voulons pour notre système d'éducation et de formation. Une fois cette étape franchie, nous devons réorienter le système actuel en conséquence. En agissant de la sorte, plutôt qu'à l'inverse, nous nous munirons d'un système axé sur les résultats.

Pendant les consultations menées dans le cadre de l'Initiative de la prospérité, le système a fait l'objet de questions difficiles et troublantes, d'une extrémité du pays à l'autre. Le motif d'inquiétude le plus fondamental, ce sont les résultats. Les Canadiens veulent qu'on agisse. Et ils comptent sur les